

[Traduction]

L'ÉDUCATION

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, le programme Accès à l'éducation créé au Manitoba s'adresse à certains groupes qui ne sont pas très bien représentés.

Ce programme, financé par les gouvernements fédéral et manitobain, a contribué à la formation de médecins, de personnels infirmiers, d'enseignants et d'avocats. Il s'est révélé très utile surtout pour les groupements féminins et nos concitoyens autochtones. Le premier médecin autochtone du Manitoba a bénéficié de ce programme.

Cette très belle réussite est un bon exemple non seulement pour le Manitoba, mais aussi pour les autres provinces et les territoires. D'ailleurs, d'autres pays ont également analysé le programme en raison du succès retentissant qu'il obtient.

Mais voilà aujourd'hui que le gouvernement fédéral menace l'existence même de ce programme en refusant de signer l'Entente de mise en valeur du Nord. Ce n'est qu'un autre coup bas que le gouvernement porte au Manitoba et à l'enseignement. Dieu sait qu'il en distribue des coups de ce genre depuis quelque temps.

Par conséquent, j'exhorte le ministre à s'engager aujourd'hui même à renouveler cette entente.

* * *

DÉFI 90

M. Stan Wilbee (Delta): Monsieur le Président, je suis très heureux de prendre la parole aujourd'hui pour informer mes collègues de la Chambre d'un nouveau partenariat intéressant entre la police et les jeunes du pays.

Hier, le ministre d'État chargé du Multiculturalisme et de la Citoyenneté et celui chargé de la Jeunesse ont annoncé ensemble cette initiative de collaboration communautaire. Au cours de l'été qui vient, 90 jeunes Canadiens de minorités visibles et de localités autochtones auront une occasion exceptionnelle de travailler au sein de 16 forces policières d'un peu partout au Canada.

Intitulé «Défi 90», ce projet d'emploi d'été donnera à ces jeunes hommes et femmes une chance de mieux

Article 31 du Règlement

connaître l'exercice des pouvoirs de police. Ils auront également la possibilité de voir s'ils ont la vocation.

Cette initiative de 326 000 \$ fait suite au projet pilote lancé par l'Association canadienne des chefs de police de concert avec la police de Vancouver et que Multiculturalisme et Citoyenneté Canada a parrainé l'année dernière.

Depuis lors, plusieurs étudiants ont exprimé un vif intérêt pour le travail des forces policières. Nous pouvons espérer que ces programmes d'emploi de jeunes de groupes minoritaires au sein de corps policiers remporteront encore beaucoup de succès cette année.

* * *

LE NICARAGUA

M. Bill Blaikie (Winnipeg Transcona): À la suite des événements survenus récemment au Nicaragua, monsieur le Président, nous nous demandons si les États-Unis se réjouissent du rétablissement de la démocratie dans ce pays-là.

Washington s'inquiète du fait que les sandinistes constituent encore une faction politique importante et que Violeta Chamorro a eu assez d'intelligence et de jugement pour les traiter avec le respect auquel ils ont droit.

Certains parmi les contras et au sein de l'UNO, la coalition antisandiniste, semblent tenir mordicus à détruire les sandinistes et leurs réformes sociales et agraires. À cette fin, ils semblent avoir convaincu le président Chamorro de modifier son attitude sage et conciliante et d'émettre des décrets présidentiels qui soulèvent des troubles de nature à justifier d'autres attaques contre les sandinistes et, peut-être, l'intervention des Américains.

Entre-temps, l'aide américaine promise au Nicaragua se fait attendre. Il y a beaucoup d'argent pour les militaires au Salvador, mais rien pour la démocratie au Nicaragua.

M^{me} Chamorro a commis la seule faute réelle en politique d'Amérique centrale: elle a eu l'audace de faire valoir ses propres idées et de donner la priorité au Nicaragua.

* * *

LE COMMERCE EXTÉRIEUR

M. Ken Monteith (Elgin): Monsieur le Président, j'interviens aujourd'hui pour informer la Chambre que les États-Unis ont décidé de laisser tomber les droits levés